



*Au service
des peuples
et des nations*

Acronymes

"E"	Performance Elevée
"F-N"	Performance Faible à Nulle
"M"	Performance Moyenne
CNP	Comité National de Pilotage
COSCNP	

Résumé Exécutif

1. Concept du Programme

- i. Couvrant la période 2012-2018, après deux extensions sans coût additionnel, le Projet G ¶ \$ S Conseil Stratégique à la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS, cycle III) était doté G ¶ XQH HQYHORSSH EXG JpWDLUH GH bilisés après ODU D du Fonds pour la Consolidation de la Paix, et réparti entre 85,68% pour le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et 14,32% pour le Haut Commissariat aux 'URLWV GH O ¶ +RPPH +&' + \$X ODUV DLUOHJ OREX D G ¶ M ¶ p à 81,29%.
- ii. La théorie du changement qui se W HQGDLW OHV LQWHUYHQWLRQV

2.2. Efficacité

- v. Constat #3 La Réforme du Secteur de la Sécurité dans sa globalité aura beaucoup

2.4. Durabilité

xii. Constat #9 6L OD UpIRUPH D MXVTX LFL JpQpUp GHV YD HVVHQWLHOOHV PrPH j OD VWDELOLVDWLRQ GX SD\ V HV O H W p ULHXU OD Sp est menacé par le Renforcement du Plan stratégique du dispositif de réforme. Le sous-secteur de la défense qui était comme la vitrine étincelante GH OD UpIRUPH PRQWUH SODXVHG P Q P H Q U D Q H P G H Q W H G B X [P L unités mixtes H V p FXULWp LQVWDOOpHV FHV GHUQLHUV PRLV j HVW SUDWLTXHPHQW UHYHQXH GDQV OH PDLQWLHQ G P R strictes édictées dans la loi de verrou du maximum de 4 ans à un poste de commandement, qui était un acquis de gouvernance militaire, est menacé par un projet de révision en cours. Dans des sous-secteurs comme la sécurité, mais aussi la conservation de la nature ou encore la SURWHFWLRQ FLYLOH OH UH G k m p a g e n e w s t r a t e g i q u e s d u P a r O V L R niveau essouffle les dynamiques.

2.5. Impacts

xiii. Constat #10: / P S D F W V H S U r W D Q W S H X j O P L V R O H P H Q W G phases confondues, a eu une grande résonance dans le secteur de la défense QDWLRQDOH HW GHV HIIHWV PRLQV SUpJQDQWV. PDLV Up 3RXUVXLYDQW OD G Q D P L T X H G P D V V D L Q L V V H P H Q W G H V I FRQWULEXp DX UHFxo GH O P S X Q L W p G D Q V O H V U O P R S p U D W L R Q Q D O L V D W L R Q G X 7 U L E X Q Q 15 cas de Orlinda UH j W en conflit avec la loi, dont 11 ayant connu un jugement, ont été enrôlés dans ce cadre. Les renforcements de capacités dans les forces de sécurité, d'après 500-3prec dans les anéris

les intrants en résultats de qualité, comme le ~~mont~~ ^{contrô}létalité des opérations de maintien
G RUGUH GDQV OH FDGUH GHV PDQLIHVWDWLRQV OLpHV D

leadership des différentes forces Les femmes sont en effet faiblement présentes dans les & RPLWpV 7HFKQLTXHV 6HFWRULHOV FRPPH HOOHV OH V F & 76 HW SOXV HQFRUH GDQV OD KDXWH KLpUDUFKLH GH F des structures sectorielles de QeH OD GHUQLqUH YHQDLW G¶rWUH I O¶pYDOXDWLRQ HVW DXVVL XQ VLJQH GHV LQHUWLHV problématique. La conscience des enjeux y attachés se développe cependant puisque que des hauts responsables dans les hiérarchies de différentes forces indiquent envisager des mesures GH GLVFULPLQDWLRQ SRVLWLYH SRXU PLHX[OHV RXYU épanouissent mieux.

4. Recommandations

Recommandation #1 Bâtir une coalition de plaidoyer pour restaurer un leadership national de haut niveau et une coordination stratégique de la réforme

xx. Cette recommandation procède des Constats #5, #6, #9 et de la Leçon apprise #1 : il V¶DJLW SRXU OH 6\ VWqPH GHV 1DWLRQV Vr les conclusions OH 318' GH FHWWH pYDOXDWLRQ SRXU FRPSRVHU DYHF G¶DXWU plaidoyer en faveur de O¶RSpUDWLRQ QDOLVDWLRQ GX & RQVHLO 6XS première étape pourrait être un partage en haut niveau des conclusions du rapport.

Recommandation #2 5HFUpHU OHV FRQGLWLRQV G¶XQ OHDGH guidance éclairée de haut niveau sur la réforme, en en opérationnalisant les organes de pilotage et de coordination.

xxi. Cette recommandation, qui procède également des Constats #5, #6, #9 et de la Leçon apprise #1 FRQVWLWXH OH SHQG DQW GH OD UHFRPPDQG DWLR est seule compétente pour restaurer le fonctionnement du cadre de pilotage stratégique UpIRUPH (Q O¶R Fmation HQYIHG HLUO OGR LWQH UWLHV TXL HQV opérationnalité du Conseil Supérieur de la Défense Nationale

Recommandation #3 Organiser une rencontre de haut niveau pour alerter sur la préservation des acquis de la réforme

xxii. Cette recommandation procède des Constats #6, #9 et de la Leçon apprise #1. Elle V¶DGUHV VH j O¶(WDW HW DX[SDUWHQDLUHV HW HQ & RPPLVVLRQ G¶2ULHQWDWLRQ 6te Vg Danp, Mise à l'aire Tendre HYDLV conscience des éléments de recul enregistrés ici et là pour les endiguement le retour des militaires GDQV OH PDLQWLHQ GH O¶RUGUH VDQV F RQV LG pU non respect de limite de 4 ans à un poste de commandement militaire est que cette disposition soit déjà respectée

Recommandation #4 7UDYDLOOHU DYHF OD & RPPLVVLRQ GH Nationale, ainsi que le Ministère chargé du Budget pour que les inscriptions budgétaires soient entièrement affectées dans la loi de finances et donc directement mobilisables par les secteurs.

xxiii. Cette recommandation est ancrée dans le Constat #8 et la Leçon apprise #4, et V¶DGUHV VH Ministère chargé du Budget aux organes de la réforme et à la & RPPLVVLRQ GH OD 'pIHQVH GH O¶\$VVHPEOpH QDWLRQDW que les ressources allouées à la réforme soient entièrement affectées, de sorte que leur utilisation par les secteurs ne nécessite G¶XV GH GpFUHWV VSpFLDX[G¶DIH empêche souvent la consommation entière de ces crédits.

Recommandation #5 Concilier la gestion régaliennne de la mobilité des agents
SXEOL FV DYHF OH PDLQWLHQ G¶XQ QLYHSD de YLDE O
compétences au sein des institutions.

xxiv. Cette recommandation est ancrée dans le Statat #7 et la Leçon apprise #5 Elle
V¶DGUHV V H j O¶(WDW HW YLVH j JDUDQWLU TXH OHV Y
secteurs, laissent à leur poste minimum de staffs porteurs déjà à niveau pour assurer la
continuité des dynamiques de réforme.

Recommandation #6 Maintenir un accompagnement stratégique au pays en
matière de RSS pour sauvegarder et pérenniser les acquis dans ce domaine, surtout
au regard des échéances électorales et de leur contexte à la sensibilité particulière.

xxv. Cette recommandation est ancrée dans les stats #5 et #10, notamment. Elle
V¶DGUHV V H DX 3%) HW DXWUHV SDUWHQDLUH V WHFKQ
O¶YHQ RQQHPHQW HQ XQH ORJLTXH G¶DFFRPPRGHPHQW
politique actuel, ne revienne sur des acquis importants de la réforme.

Introduction

1.

5.3. Echantillonnage

9. /D UHYXH GRFXPHQWDLUH FRXYUH O¶HQVHPEOH GX HQWUHWLHQV HQ UHYDQFKH SRUWHQW VXU XQ pFKDQW entre le Consultant et le Commanditaire, mais selon les critères suivants par le premier :

- (i) Couverture stratégique du portefeuille : avoir des personnes et des interventions qui représentent les différentes composantes du projet
- (ii) Taille stratégique/volumique : privilégier les interventions ayant une certaine significativité
- (iii) 4XDOLWp DYRLU GHV LQWHUYHQWLRQV UpSXWpHV moins, pour permettre des apprentissages diversifiés, articulés sur les succès et les insuccès (en toute éventualité)

5.4. f†"‡ †if•fŽ›•‡

10. /¶DQDO\VH HVW EDVpH VXU OHV FULWqUH V G¶pYDOXD la mission, notamment la pertinence, l'efficacité, la durabilité, l'impact, mais aussi la prise en compte des thématiques stratégiques transversales comme le genre. Elle débouche sur des constats et leçons clés et des recommandations dans une logique d'apprentissage.

11. /¶DQDO\VH HVW SDU DLOOH Notation des performances. Elle est illustrée dans le tableau ci-dessous.

14. Le Consultant est conforme entièrement aux prescriptions éthiques et respect de son Code de conduite. Plus spécifiquement, pour garantir à la mission le plus haut standard de professionnalisme, les attitudes suivantes seront observées

- f Donner un égal respect aux parties prenantes interviewées
- f Respecter la liberté de parole des interlocuteurs
- f Respecter la diversité des acteurs et la refléter dans un échantillonnage inclusif
- f Respecter les groupes à vulnérabilité particulière en utilisant les protocoles appropriés pour communiquer avec eux
- f Assurer aux sources toute la confidentialité nécessaire
- f Traiter avec tous dans la transparence, le respect et la sérénité

6. /LPLWDWLRQV GH O (YDOXDWLRQ

15. \$ORUV TXH FH QLYHDX VHUDLW XWLOH SRXU YpU FRPSRUWHPHQW IDLVDQW VXLWH DX[L QWLRQV O LQDFFHVVLELOLWp GHV KRPPHV H WURXSV sécurité, qui sont SDV rWUH DXWR dans un tel cadre. Cette difficulté du caractère sensible du secteur de la défense et de la sécurité.

5.5. Calendrier de la mission

16. La mission G p Y D O X D W L R Q du 16 Avril 2010 selon les trois phases et le chronogramme détaillé ci-après:

17. La première phase de la mission a consisté en une revue des documents de base du Projet et de ses différentes composantes. Cette revue documentaire permet de valider la méthodologie, y compris en élaborant des outils de collecte de données pour conduire avec

Tableau2 : Chronogramme		
N°	Etapes /Activités	Chronogramme
.1.	Briefings	11 Mars2019
.2.	Revue documentaire	11-13 Mars2019

24. Grâce aux efforts conjugués des uns et des autres, avec le soutien du Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF), la situation sociopolitique est progressivement en voie de résorption, même si des reflux sont observés de temps en autre. Suite à la tenue en 2013 des élections législatives longtemps retardées, les Institutions Républicaines achèvent de se mettre à jour en Décembre 2015, tandis que les élections locales connaissent un ajournement important pour l'instant.

- (i) "Les acteurs nationaux sont capables d'assurer une gestion pérenne des FDS dans l'exécution de leurs missions républicaines, conformément au cadre légal, dans le respect des droits humains et la prise en compte du Genre, assurant ainsi un service de meilleure qualité pour les populations, et renforçant la confiance de celles-ci envers les FDS."
- (ii)

33. /H 3 U R M H W C G e l l S S a e g i q u e à la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS, F\FOH ,,, p W D L W G R W p G ¶ X Q H H Q Y H O R S S H E X G J p W D L U H C mobilisés auprès du Fonds pour la Consolidation de la Paix. Ce budget était décomposé en deux tranches de 700,000 USD et 800,000 USD. Alors que la seconde tranche était entièrement portée par le PNUD, la première a été répartie entre 85,68% au PNUD et 14,32% au HCDH.

2.5. 0 R G L I L F D W L R Q V L Q W H U Y H Q X H V H Q F R X U V G H P L V H

34. /H 3 U R M H W C G e l l S S a e g i q u e à la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS, cycle III) a connu deux extensions sans coût additionnel qui ont déplacé la date de clôture du 30 Juin au 31 Décembre 2018

3RXU TXHOTXHV LQGLFDWHXUV UDUHV LO YUDL LO Q\

fonctionnel

Réf

la reprise de la formation des policiers (79%), le renforcement de la discipline au sein des Forces de Défense et de Sécurité (77%) et la mise à la retraite de 3.928 militaires engagés entre 1952 et 1975 (76%). Il ressort aussi des entretiens avec les acteurs de la partie nationale comme avec les partenaires au développement au développement particulier a amélioré son image dans la conscience des populations. Les militaires, qui étaient dans les casernes et désarmés en dehors des contextes de service. La révision du Code de justice recule du reste se déployer de plus en plus dans les missions de paix des Nations Unies en Afrique.

46. /H G p IL G ¶ LPDJH UHVWH FSHHQGDQW part Ouhèreme G DQV OH GDQV OD SROLFH R • O ¶ DSSURPUS le De l en Oute à des D nettes RIUPH certaines. Les acquis dans ce domaine se transmettraient difficilement à cause notamment G ¶ XQ QLYHDX GH G p SDUW IDLEOH GHV Jp Q p UDWLRQV GH DXFXQH V DYHF G ¶ DL O D G N O S K O E q W R I E U O ¶ p Y D O X D W H X U G ¶ D O S K D E p W L V D W L R Q S R X U R I I L F L H U V j O ¶ (F R O H G H S R O

Programmation		Performances			
Résultat	Indicateurs	Réalisé	Rating		
			E	M	F-N
L'Assemblée nationale, les parquets et les services d'inspection interne des départements en charge de la sécurité sont en mesure d'exercer régulièrement leur mission de contrôle des Forces de défense et de sécurité.	1 RPEUH G R X V contrôles sensibles au genre (notes méthodologiques) mis en place par les institutions Réf: ND Cible: 6	50% (Estimation couvrant la disponibilité des drafts) Drafts disponibles validation en cours			
	Nombre de missions suivies de Recommandations Réf: ND Cible: 6 révisé à 2 (raisons budgétaires)	50% de la cible révisée réalisée 1 mission parlementaire réalisée			

Sources Projet RSS3 ' R F X P H Q W G H S U R M H W U D I S S R U W V G H [p F X W L

2.2.3. Justice militaire

Analyse de niveau Produits

54. Le Résultat III, La justice militaire est fonctionnelle sur l'ensemble du territoire et contribue à q 3

Programmation		Performances
Produits	Indicateurs	Réalisé

civiles, voire de la population générale. Enfin, quelque 123 commandants d'unités ont été sensibilisés sur les infractions et procédures du code de justice militaire.

Tableau 8 Effets obtenus sur le Résultat 3

Programmation		Performances		
Résultat	Indicateurs	Réalisé	Rating	
			E	M

HVW XQ SUHPLHU pOpPHQW GH UHODWLYLVDWLRQ GH O¶ réalisations qui devaient en consommer moins, et des besoins restant non couverts un certain temps alors que leurs ressources dédiées sont déjà immobilisées.

67. 'X SRLQW GH YXH GX FRQWHQX GHV GpSHQVHV O¶DQ des ressources injectées dans les résultats stratégiques SRXU GH FR€W. G¶LQWH Cela signifie que pour 70 unités monétaires que le projet a fait parvenir aux bénéficiaires finaux de la Réforme, il lui en a coûté 30 autres unités monétaires IUDLV G¶DFKHPLQH dépenses de personnels et autres charges de fonctionnement. Ce ratio a été contenu à ce niveau à la faveur du gel du poste Conseiller Technique Principal qui a existé dans les phases précédentes du projet. Dans la RSS, un gestionnaire de programme a été mobilisé HQ OLHX HW SODFH G¶XQ &73 HW D FRQWULEXp j WLUHU plus de ressources vers les activités techniques.

68. Cet ajustement du staff, bénéfique à la logique de rationalisation des ressources disponibles, et GRQF j O¶HFIRPSLWDFOH Q¶D WRXWHIRLV SDV PDQ résonance sur les résultats stratégiques du projet. En effet, des inputs clés qui étaient attendus de cette ressource humaine, O¶RQW SX rWUH GpOLYUpV DX WHUP recrutement qui a finalement caractérisé le projet. DSSXL FRQVHLO VWUDWpJL devait produire une valeur ajoutée prééminente pour favoriser la pérennité des acquis à en SDUWLFXOLHU VRXIIHUW GH O¶DEVHQFH GH &73 'HV QRW élaborées pour accompagner les plus hautes autorités nationales à asseoir un cadre cohérent et solide pour porter la réforme. Leur absence a contribué à laisser perdurer une situation de statu quo défavorable à la coordination et au pilotage stratégiques, finalement à la stratégie de sortie que le projet devait servir.

69. Le fonctionnement des organes du projet a aussi connu des inerties dommageables à

GLUHFWRQR GX SOXV KÉDÀ MÒN YÉRUP ÉLÉ WÉURGHÉ DE LA VDDWISSIÒN
G¶2ULHQWDWLRQ 6WUDWpJLTXH GH OD 5pIRUPH

71. Les entraves au schéma initial de pérennisation dessiné par le projet ont été une résonance budgétaire tout aussi handicapante pour la survie des acquis de la réforme. Alors que sur la période du projet, était escompté une progression annuelle de 10% des ressources publiques allouées au secteur de la défense et de la sécurité, leur montant a été maintenu à son niveau de 2010. Ce qui veut dire au contraire, en termes réels, une érosion annuelle de 10%. Les tensions budgétaires aiguës ont été relayées à l'aval. Les RQ G¶pYDOXDWLRQ GDQV les secteurs où les CTS continuent de tout attendre des partenaires au développement pour dérouler leurs activités.

72.

régulièrement redéployés et remplacés par des nouveaux. Dans un environnement sans mémoire institutionnelle épanouie, cela conduit au recommencement éternel à la Sisyphe. Les acquis ressortent toutefois se sédimenter mieux dans le secteur de la défense. Le retour des militaires dans les casernes et la fin de la V F q Q H V G ¶ p O p P H Q W V D U P p V S D U Q R Q H Q J D J H P H Q W G H V V R O G D W V G D Q V O H V R S p U D W L R Q V des Nations Unies de cinq contingents de casques bleus totalisant 4000 hommes et déployés à tour de rôle sur divers théâtres de maintien de la paix en Afrique sont autant de signes que O ¶ D U P p H J e L p o p e s s i o n n a l e et se stabilise dans son concept républicain. Les dynamiques sont encore beaucoup moins favorables dans le secteur des forces de sécurité intérieure.

2.5. Impacts

76. La W U R L V L q P H S K D V H G X 3 U R J U D P P H 5 6 6 L Q W L W X O p H Réforme du Secteur de la Sécurité en Guinée, était fondamentalement conçue pour être une stratégie de sortie des approches profondes ¶ K D E L O L W D W L R Q G H O D S D U W L le relais. Le résultat stratégique attendu à cet effet était que l'Etat est en mesure de conduire

termes réel et en considérant 2016 comme année de base, les 72 milliards du secteur ne sont plus que 66 milliards en 2017 et 60 milliards en 2018.

79. Malgré la stagnation du budget de la Réforme, les secteurs ont encore de la difficulté à consommer. Les administrations à quoi

FULVH DX VRPPHW GH O¶(WDW OD KLpUDUFKLibrité PLOLWDI

D U R L W h o m e (H C P)

YpFXHV SDU OH SD\V &HUWHV OD *XLQpH Q¶D SDV FRQQX
épargnée par les résonnances des guerres civiles vécues par nombre de ses voisins. Les
autorités nationales post transition ont eu une juste lecture de cette réalité, accompagnées
par la communauté internationale, ont porté une dynamique de réforme du secteur, ayant
permis une professionnalisation des forces de défense et de sécurité et une pacification de
O¶HVSDFH SXEOLF

92. Ramenée dans les casernes et d'entraînement, l'armée nationale a été engagée dans un processus de professionnalisation, avec un double
PRXYHPHQW G¶DMXVWHPHQW GH VHV HIIHFWLIV pOpF
O¶H[WpULHXU j Wns de maintien de la paix des Nations Unies (4000 casques bleus
déployés). La restauration de la justice militaire à travers un cadre légal rénové et des
MXULGLFWLRQV RSpUDWLRQQHOHV D DLGp j IDLUH UHF
O¶RUSe en priorité, à des forces de sécurité progressivement formées à cet effet, a été
strictement réglementé à travers une loi largement diffusée. Des corps comme ceux de la
conservation de la nature et de la protection civile ont été restaurés comme forces
paramilitaires dotées de statuts appropriés, tandis que la douane et la garde pénitentiaire ont,
eux aussi, amélioré le cadre légal et renforcé leurs capacités techniques. La Phase III de la
Réforme était justement destinée à conforter ces acquis et à améliorer leur durabilité, à travers
une appropriation stratégique nationale et un ancrage institutionnel plus robuste.

93. Constat #4: Au niveau opérationnel, le projet RSS3 a aidé les secteurs de défense et de sécurité à se consolider, en droite ligne des acquis des phases précédentes de la réforme.
Dans le domaine de la sécurité, 800 éléments des forces de police ont été mis à niveau sur la

stratégique non négligeable Le conseil stratégique que le projet devait prodiguer en haut lieu
SRXU IDYRULVHU @ ¶ Dans le cadre de la réforme par les hautes autorités du
SD\ V Q ¶ D SX DYRLU OLHX GX IDLW GH O ¶ DEVHGFH GH FH
G ¶ XQ VSpFLDOLVWH GH QLYHDX 3 &RPSWH WHQX GHV OD
de la période sous revue, le dispositif aurait certainement gagné plus que de la rationalité
EXGJpWDLUH VL OHV SDUWLHV pWDLHQW SDUYHQXHV j P
un temps, de confier cette charge à un haut profil national.

102 Leçon apprise #3: /H PDLQWLHQ HQ O ¶ pWDW G ¶ XQ UpVXOWDW

110 Cette recommandation est ancrée dans le constat #7 et la Leçon apprise #5 Elle vise à garantir que les vagues de mutations de personnels dans les secteurs, laissent à leur poste un minimum de staffs porteurs déjà à niveau pour assurer la continuité des dynamiques de réforme.

Recommandation #6

ANNEXES

1. 0DWULFH GŵpYDOXDWLRQ

N°	Commentaires	Source	Références
----	--------------	--------	------------

21.	Ne concerne pas directement le projet RSS3	SPBF	<i>i</i> Constat 3	2 XL PDLV LO \ D EHVRLQ GH de RSSH C dont le projet RSS3 était destiné à pérenniser les acquis
22.	Est-ce que cela concerne le projet ou UE?	SPBF	<i>i</i> Constat 4	Encadrement technique reçu du projet à travers des séminaires formation, même si le recrutement lui-même est financé par le projet
23.	1 RWHU TX L O H [LVWDLW dont V P XUFHV KXPDLQHV	SPBF	<i>i</i> Leçon 3	Oui ceci est connu et reflété dans le rapport
24.	Mentionner secrétariat PBF	SPBF	<i>i</i> §8	Commentaire tenu en compte mention faite
25.				

2. 0DWULFH GpYDOXDWLRQ

AXE/COMPOSANTE 1 APPUI STRATEGIQUE PILOTAGE DE LA RSS				
Programmation		Performances		
Produits	Indicateurs	Réalisé	Rating	
			E	M F-N

	Cible : 5			
Programmation		Performances		
Résultat	Indicateurs	Réalisé	Rating	
			E	M

Les acteurs nationaux sont capables d'assurer une gestion

	<p>Nombre de missions de monitoring réalisées dans les centres de détention Réf: 7 Cible: 12</p>				
	<p>Nombre de missions de monitoring de procès réalisés Réf: 6 Cible: 10</p>				
	<p>Nombre de sessions de partage des données de monitoring avec le comité de suivi des cas Réf: 8 Cible: 12</p>				
2.6. Les Capacités des membres des services d'inspection des a de la gendarmerie, de la police et de la protection civile, de douane et de l'environnement sont renforcées pour exercer missions de contrôle interne.	<p>1 R P E U H G H P L V V L I menées Réf: ND Cible: 1</p>				
	<p>Nombre de personnes formées (au moins 10% des femmes) Réf: ND Cible: 240</p>				
Programmation		Performances			
Résultat	Indicateurs	Réalisé	Rating		
			E	M	F-N
L'Assemblée nationale, les parquets et les services d'inspection internes des départements en charge de la sécurité sont en mesure d'exercer régulièrement leur mission de contrôle des Forces de défense et de sécurité.	<p>1 R P E U H G H R X W L O V sensibles au genre (notes méthodologiques) mis en place par les institutions Réf: ND Cible: 6 Nombre de missions suivies de Recommandations Réf: ND Cible: 6 révisé à 2 (raisons budgétaires)</p>				

spéciale dans les quatre régions militaires du Pays.	Réf : 0 Cible : 50				
	Nombre de tribunaux militaires opérationnels dans les régions Réf : 0 Cible : 4				
Programmation		Performances			
Résultat	Indicateurs	Réalisé	Rating		
			E	M	F-N
La justice militaire est fonctionnelle sur l'ensemble du territoire et contribue à la protection des droits de l'homme et la lutte contre l'impunité des FDS.	Nouveau Code de justice militaire adopté Réf : 0 Cible : 1				
	Nombre de cas recensés et traités au niveau régional par les tribunaux militaires Réf : 0 Cible : ND				
	Nombre de magistrats formés sur le nouveau code de justice militaire Réf : 0 Cible : 50				

3. Bibliographie

-

4. Liste des structures institutions personnes rencontrés

N°	Structures	Personnes	
		Prénoms & Nom	Fonctions
1	Présidence de la République	PhD Ibrahima Kalil KABA	Ministre Directeur de Cabinet
2		Dr Maramany CISSE	Ministre Conseiller/Sécurité/CSDM
3	MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	Nawa DAMEY	Secrétaire Général
4	ASSEMBLEE NATIONALE	Honorable KEITA	Vice-Président Commission Défense et Sécurité
5	COMITE NATIONAL DE PILOTAGE DE LA REFORME DU SECTEUR DE SECURITE	Dr Djéliyman Osman KOUYATE	Président de la Commission Technique de Suivi
6		GL George Cedid SY	Président du Comité Technique Sectoriel Défense
7		CGI de Police Sidiki CAMARA	Président Comité Technique Sectoriel Police et Protection Civile
8		Dr Ibrahima Rachid CISSE	DAF/Ecole Nationale de Police
9		Mamadouba KEITA	Secrétaire permanent de la CTS et Directeur des programmes de réforme de la justice
11		Col Sitapha CONDE	Président Comité Technique Sectoriel Douane
12		Col Thierno Daouda DIALLO	Président CTs Environnement
13		Col Namory KEITA	DG/Conservation de la Nature
14	SERVICES SECTEUR DE SECURITE	Dr Mamadou Djouldé BAH	Inspecteur Général Adjoint des Services de Police et de Protection Civile
15		Col Aboubacar TOURE	Sous Directeur de la Justice Militaire
16	PNUD	Lionel Laurens	Représentant Résident
17		Eloi Kouadjo IV	Directeur
18		Gédéon BEHIGUIM	Team Leader Gouvernance
19		Abdou Latif AÏDARA	Unité Gouvernance
20		Konsa CAMARA	Expert national/Projet RSS3
21		Sory CONDE	RAF/RSS3
22		Safiatou KABA	Unité Gouvernance
23		Richard KOUROUMA	Unité Gouvernance
24		Sylvain KI	Unité M&E
25	Secrétariat Permanent PBF	Brice BUSSIERE	Gestionnaire Portefeuille PBF
26		Ibrahima BARRY	Secrétariat Permanent/PBF
27	Bureau du Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies SRXU OTHUDT le Sahel	Malamine TAMBA	Chargé de Programme

De même, les organisations ont travaillé en étroite collaboration avec les FDS et les acteurs civils pour une description des relations civiles.

Le 2e projet «Appui Conseil Stratégique RSS en Guinée» (juillet-2015-2016) a permis de renforcer la Stratégie Nationale de RSS et des politiques sectorielles à un appui conseil de haut niveau et une mobilisation pour un plus grand engagement de la communauté internationale dans le secteur de la RSS.

Ce projet a contribué à redynamiser le fonctionnement des structures du Comité National de Pilotage de la RSS. L'appui direct du projet aux composantes de la RSS a permis des avancées significatives pour le processus de réforme en Guinée:

- x L'Audit du Ministère de la Sécurité et de la Protection civile a conduit à la réouverture de l'école de Police, fermée depuis plus de 15 ans;
- x L'appui à la Commission Nationale de lutte contre la Prolifération des armes légères de petit calibre et renforcement des capacités a permis de clarifier le travail de la Commission pour une plus grande efficacité;

A travers des ateliers d'appropriation nationale, le CNRSS a pu diffuser sur l'ensemble du territoire le contenu de la réforme et les nouveaux textes à mettre en application par le biais de la loi. Le projet a contribué ainsi à l'amélioration du cadre légal des FDS en appuyant l'élaboration de nouveaux textes et lois. Le projet a fortement accompagné la finalisation de l'étape initiale de la réforme initiée depuis 2011, consistant en la définition des politiques, stratégies et l'adoption de textes (lois et autres), contribuant ainsi à clarifier le cadre légal et les objectifs de la RSS.

Le projet a contribué à une meilleure coordination de l'appui des partenaires internationaux (SNU et autres PTF) de la RSS en Guinée. De même, un document de "stratégie de mobilisation des ressources" a été élaboré et une démarche vers les nouveaux partenaires techniques et financiers a été élaborée et mise en route.

Le 3e projet PBF/IRF66: Appui Conseil Stratégique à la Réforme du Secteur de la Sécurité en Guinée (mai 2017-2018) a permis de renforcer le leadership du Gouvernement de Guinée mais aussi de soutenir l'appropriation nationale et le leadership du Gouvernement de Guinée mais aussi de soutenir les FDS. Le projet a permis de clarifier le cadre légal et les objectifs de la RSS.

/H OD FRQVXOWDQW H VHUD OLEUH GH GLVFXW
HW TXL SRXUUDLW O¶DLGHU j V¶DFTXLWWHU GX P
en aucun cas engager les agences des Nations Unies ou le Gouvernement lors de
entretiens.

Produits de l'évaluation:

Le (la) consultant (e) international(e) doit préparer et livrer les produits suivants:

- x Une note méthodologique détaillée et les outils de collecte de données;
- x Un rapport préliminaire G¶pYDOXDWLRQ VXU OD EDVH (TXHVWLRQV j FRXYULU DX FRXUV GH OD SKDV
8Q SURMHW GH UDSSRUW G¶pYDOXDWLRQ L
G¶pYDOXDWLRQ HW OHV OHORQV DSSULVHV
- x Le Rapport final GH O¶pYDOXDWLRQ WHQDQW FRPSV
cours du processus de validation du rapport provisoire.
- x Un résumé du rapport en power point.

Tous les livrables doivent être élaborés en Français.

Durée de la mission:

30 jours ouvrables.

Documents de base à étudier par les évaluateurs:

- x Le document de projet Appui Conseil (RSS 3);
- x Les rapports semestriels et annuels du projet Appui Conseil;
- x Les rapports de missions;
- x /H UDSSRUW G¶pYDOXDWLRQ (2017) GX & 3' GX 318'
- x /H UDSSRUW G¶pYDOXDWLRQ GX

Compétences fonctionnelles:

- x La capacité à travailler de façon autonome, en faisant preuve de flexibilité;
G↑LQLWLDWLYH
- x 'H V FRPSPWHQFHV SRXVVpHV HQ DQDO\ VH DI réflexion stratégique;
- x 8QH H[FHOHQWH PDvWULVH GH O↑RXWLO LQI
- x Trèsbonne capacité de synthèse et de rédaction.

Required Skills and Experience

Pour cette évaluation, le PNUD cherche une expertise internationale ayant une expérience en matière de programmes de consolidation de la paix.

Etude:

- x Un diplôme universitaire de niveau BAC+5 (Master 2) en sciences sociales, économiques, ou juridiques, relations internationales ou tout autre diplôme équivalent;

Expériences:

- x 8XH PRLQV DQV G↑H[SpULHQFHV SdRnWV, RQ HQ °XYUH HW pYDOXDWRQ GHV SURMHWV GH
- x 8XH PRLQV DQV G↑H[SpULHQFHV GDQV OD JH du Secteur de la Sécurité et consolidation de la Paix.

Aptitude à la communication:

- x Parfaite maîtrise du Français;

Autres atouts:

- x 8QH ERQQH FRQQDLVVDQFH GX 618 HW XQH H un atout.
- x Bonne connaissance des approches de gestion axée sur les résultats et le genre.

Dossiers de soumission

Les dossiers complets de candidatures doivent être composés, sous peine de rejet.

Offre technique:

- x La lettre de soumission ;
- x Brève présentation du consultant ;
- x La note de compréhension de la mission
- x La note méthodologique détaillée ;
- x Le chronogramme détaillé de la mission
- x Les CV et ou formulaire P11 des Nations Unies
- x Les références techniques pour les missions similaires.

Offre financière: détaillée et complète pour la durée de la mission, incluant les honoraires, les indemnités journalières, les frais de voyage et autres frais à préciser.

Il sera mis à disposition du Consultant un véhicule avec chauffeur et carburant pour la mission, pris en charge par le PNUD.

Modalité de soumission:

Les dossiers de candidature doivent être envoyés par email à: ic.offres.gn@undp.org avec en objet «Offre pour évaluation Projet RSS 8, au plus tard le lundi 14 janvier 2019.

Chaque envoi ne doit pas dépasser 5;MB

